

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Trans'Urb, une nouvelle co des interrogations

LA société gabonaise des transports urbains (Trans'Urb) devra répondre aux défis de la mobilité de la population de Libreville. La création de Trans'Urb a été entérinée durant le Conseil des ministres du 31 janvier 2020.

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Le gouvernement vient d'entériner le projet d'ordonnance portant création et organisation de la Société gabonaise des transports urbains (Trans'urb). La décision a été prise le vendredi 31 janvier dernier, lors du Conseil des ministres. Le communiqué dudit Conseil de ministres indique que "la société aura pour mission, le transport des populations en zone urbaine et interurbaine. Son équipe dirigeante sera composée d'un conseil d'administration, d'une direction générale et d'un service de contrôle budgétaire". Le problème du transport au Gabon est source d'angoisse pour beaucoup de citoyens. Le coût du trajet variant selon l'humeur des transporteurs urbains et à la tête du client. L'adoption du projet d'ordonnance marquerait-elle l'étape finale du long processus de création de cette société très attendue, au regard des besoins en la matière ?

Faut-il le rappeler, la toute première annonce de la création de Trans'Urb date du 16 juin 2019. Lors d'une conférence de presse en octobre 2019, l'ancien ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, avait tenté de justifier le retard accumulé, affirmant que la création effective de cette entreprise était imminente.

"Il faut comprendre qu'entre la décision et le processus de mise en œuvre, il y a des étapes: l'achat des bus, l'assurance, le recrutement des chauffeurs, le recrutement des employés. Toutes ces étapes ont déjà connu un niveau d'avancement de 95 %. Nous sommes vers la finalisation du projet et on ne terminera pas le mois de novembre", avait-il soutenu.

Dans la foulée, une annonce de recrutement de plusieurs conducteurs de bus avait été émise. Le

ministère des Transports avait lancé un appel à candidatures pour le recrutement de plus de 350 conducteurs-receveurs dans le cadre du démarrage des activités de Trans'Urb.

Selon le communiqué y relatif, "ces conducteurs seraient évidem-

Le problème de transport au Gabon est source d'angoisse pour beaucoup les citoyens.

ment chargés de transporter les clients dans les meilleures conditions de confort et de sécurité, de les accueillir et les renseigner, tout en assurant la vente des tickets de transport." Aussi, devraient-ils prévenir et gérer les situations conflictuelles.

Toutes ces annonces faites, l'opinion s'attendait à ce que l'entreprise soit fonctionnelle avant 2020.

Début novembre, un protocole d'accord sera d'ailleurs signé entre le ministère des Transports et les responsables de l'entreprise française RATP. La rencontre s'était tenue en présence de l'ambassadeur de France au Gabon, Philippe Autié. Ledit accord porte sur une assistance technique, à savoir la maintenance et le mode de gouvernance de la nouvelle entreprise gabonaise de transport. Lors de cette signature de convention, le directeur général de la RATP, Thibault De-Lambert, avait glissé quelques mots sur la présence de ses techniciens à Libreville en mission active, pour proposer une première solution à mettre en œuvre début 2020. L'objectif de son entreprise étant d'aider l'État à mettre en place un système de transport dynamique et durable.

Des questions. Une fois mise sur pied, la nouvelle structure pourrait soulager la mobilité urbaine des populations d'Akanda, de

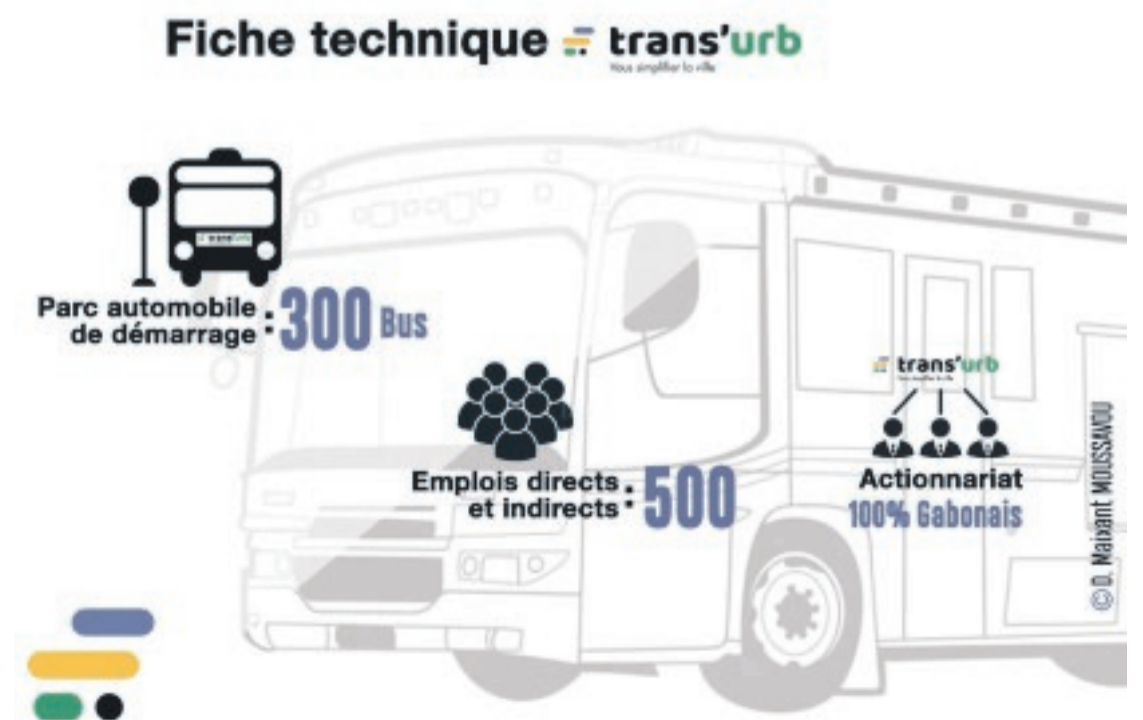
Libreville et d'Owendo. Toutefois, des doutes, justifiés ou pas, se font jour, eu égard aux préalables et conditions de pérennité d'une telle entreprise. Des inquiétudes qui s'appuient sur les faillites passées des compagnies de transport, le management de ces compagnies et l'écosystème des transports au Gabon.

En effet, la Sogatra avait été annoncée avec les mêmes performances que Trans'Urb. Tout se passait bien, ses bus assurant même le transport des collégiens et lycéens de Libreville, pour suppléer le vide du défunt transport scolaire. Mieux encore, la Sogatra desservait quelques provinces comme le Woleu-Ntem, le Moyen-Ogooué et la Ngounié. Aujourd'hui, ses bus tombent en ruine, l'un après l'autre. Sans oublier les multiples grèves du personnel dues aux arriérés de salaires, qui ont profondément détérioré le climat au sein de l'entreprise. Comment Trans'Urb échappera-t-il aux démons de la faillite ?



Photo: F. M. MOMBO

Les bus de la nouvelle société de transport, Transurb



Compagnie de transport et

Un contexte concurrentiel visiblement accru

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La nomination du directeur général de Trans'Urb, à la faveur du Conseil des ministres du vendredi 31 janvier dernier, vient davantage clarifier l'existence de l'entreprise de transport public dont le retard dans le démarrage de ses activités commençait à susciter moult inquiétudes. C'est donc à ce manager qu'il revient la mission de mettre en route ce nouveau transporteur, qui devra cependant évoluer dans un contexte concurrentiel accru.

Au démarrage, l'opérateur Trans'Urb dispose d'un atout majeur devant lui permettre, assurément, de faire face à ses concurrents : Trans'Akanda et la Société gabonaise de transport (Sogatra). Cet atout n'est autre que le nombre considérable de ses bus, au nombre de 300, dans son parc.

Cet atout n'est autre que le nombre considérable de ses bus, au nombre de 300, dans son parc.



Photo: Julie Nguimbi

Sogatra demeure malgré un concurrent sérieux.

Mais pour tenir efficacement face à ses concurrents, va-t-il encore falloir que le comité de direction du nouvel arrivant définisse la stratégie sur laquelle surfer. Trans'Urb se lancera-t-il dans le même type de services fournis par Trans'Akanda, qui entretient d'ailleurs de grandes ambitions pour son développement dans la commune voisine d'Akanda ? Ou bien fera-t-il le choix de la diversification des dessertes vers l'arrière-pays, comme c'est le cas de la Sogatra depuis 2015 ? De fait, quelle que soit l'option retenue, la société devra effectuer

des choix à même de garantir la rentabilité de ses prestations et améliorer son image de marque. Celle d'un bon transporteur, ayant des horaires réguliers de passage de ses bus. À côté de cette concurrence directe, Trans'Urb aura à exercer dans un marché traditionnel, à savoir Libreville, Owendo et Akanda, dans lequel opèrent déjà plus de 18 000 taxis outillés, qui connaissant donc parfaitement le terrain et les clients. À coup sûr, le nouveau transporteur aura du pain sur la planche.

Quel modèle économique et politique de gouvernance ?

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

L'HEURE n'est plus de savoir si la compagnie va démarrer : les bus sont parqués depuis belle lurette à l'entrée de la cité de la Démocratie. L'opération de recrutement du personnel a été lancée. Le Conseil des ministres du 31 janvier 2020 vient de désigner l'équipe dirigeante tout en adoptant le projet d'ordonnance de la création de Trans'Urb.

On peut légitimement penser que la prochaine étape reste la constitution juridique de la compagnie, si celle-ci n'a déjà pas été faite. Là n'est plus la préoccupation de l'opinion qui sait que l'actionnariat est 100 % ga-

bonais. Même si on annonce la présence (certainement exclusivement technique) de la Régie autonome des transports parisiens ou RATP. L'interrogation de l'opinion porte sur le modèle économique adopté pour un fonctionnement optimal. Et aussi du mode de gouvernance. Notamment, comment limiter les interventions, parfois externes à l'entreprise, qui plombent son bon fonctionnement. Un exemple : quelles digues contre les "recrutements politiques" ?

La Sogatra est en sureffectif, du fait que la nomination de chaque ministre des Transports, la désignation du directeur général et d'autres responsables, s'accompagnait d'une vague de recrutements. Sans au-

cun rapport avec les besoins de la compagnie. L'audit l'a révélé. À ces recrutements, faut-il craindre les sollicitations multiformes à la compagnie, tantôt maquillées sous forme de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) ? Certes, le gouvernement a annoncé la présence à ses côtés de la RATP, entreprise française à l'expérience avérée. Seulement, les environnements socioculturels français et gabonais sont différents. Le management aussi.

Alors, quelle gouvernance pour que la Trans'Urb échappe aux vieux démons, à ces sangsues habituées à aspirer les fonds des compagnies publiques qui sont à l'origine des différentes faillites ?



Photo: IMM